

\$150 par mois à tous les citoyens âgés et, par l'impôt, on enlèvera le surplus aux riches pour le donner aux moins riches.

Le gouvernement devrait améliorer cette loi. En temps opportun, nous proposerons un amendement à cette loi, comme le suggérait l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre, pour porter la pension à \$150 par mois, ce qui n'est certes pas trop dans un pays qui regorge de richesses.

Cette année, nos surplus s'élèvent à 34 milliards de dollars. Nous payons les cultivateurs de l'Ouest pour les empêcher de semer. Nous pénalisons les cultivateurs de l'Est pour les empêcher de produire du lait et d'autres aliments. Malgré tout, on tolère que des citoyens subissent des privations, parce qu'ils n'ont pas le bout de papier nécessaire pour acheter ce dont ils ont besoin.

Nous pouvons traiter nos citoyens âgés avec équité: il s'agit de faire preuve d'esprit social. Grâce aux taxes, on devrait pouvoir établir une caisse pour venir en aide aux personnes âgées.

Nous pourrions aller plus loin et dire qu'il est aussi illogique de prendre de l'argent à de tels endroits, alors que d'autres solutions seraient possibles. On n'y a jamais pensé.

Jamais avons-nous touché aux «excess profits», jamais avons-nous vérifié les ressources des grandes institutions financières, des grosses compagnies, ni les réserves secrètes qui représentent des milliards. On pourrait prendre quelques centaines de millions à même ces fonds pour assurer à nos personnes âgées une sécurité convenable.

Jamais nous ne mettrons assez d'argent en circulation pour faire fonctionner convenablement l'économie. Quand nous mettons de l'argent aux mains des gens, nous mettons du sang économique, nous mettons de la pression dans l'économie pour la faire fonctionner de mieux en mieux. L'économie a besoin de transfusions, parce qu'elle fait de la dépression et, pour surmonter une dépression, il faut des injections, injections qui constituent un moyen de mettre de la pression dans l'économie pour faire tourner la roue du moteur économique.

Monsieur l'Orateur, j'appuie fortement les mesures proposées par les députés du Nouveau parti démocratique, quoique je ne sois pas socialiste. Mais nous pouvons augmenter les pensions sans tomber dans le socialisme.

Le système capitaliste actuel est caractérisé par le phénomène des dépenses et des profits.

Il faut assez de revenus pour qu'une fois les dépenses déduites, il reste des profits. Nous devons mettre cette formule en pratique. Nous pourrions alors verser à chacun ce à quoi il a droit. Les personnes âgées jouiront alors d'un niveau de vie raisonnable dans un pays qui regorge de richesses. J'espère que cette formule sera comprise par nos administrateurs.

Une fois appliquée, nous n'aurions plus de problèmes et il serait facile de hausser les pensions à \$150, «sans enquête» parce que ces enquêtes constituent un fardeau épouvantable pour les personnes âgées. Certaines passent des nuits, voire même des mois, sans dormir, en pensant à cette fameuse enquête qu'elles sont obligées de subir. Elles sont obligées de se soumettre à ces fâcheuses enquêtes illogiques, à moitié faites, les trois quarts du temps, parce que les enquêteurs n'ont pas toute la compétence voulue et ne disposent pas de tous les renseignements qu'ils devraient avoir.

Monsieur le président, il vaut mieux faire disparaître ces enquêtes et appliquer la formule relative à l'impôt sur le revenu. Si certains reçoivent trop, l'impôt ira chercher le surplus.

● (4.40 p.m.)

[Traduction]

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, la mesure dont nous sommes saisis est très importante, et marque une étape significative dans l'évolution des programmes de bien-être et de...

M. Gilbert: D'insécurité sociale.

M. Francis: ...sécurité sociale. Je voulais commenter aujourd'hui principalement les remarques du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) que je vois à son siège. En l'écoutant hier, je me suis souvenu des diverses étapes de l'évolution des programmes du Canada dans ce domaine, et il m'a semblé qu'il fallait en faire le bilan, ce que le député a omis de faire.

A mon avis, le député a donné une très bonne idée de l'évolution des programmes canadiens. Il était fier, à juste titre, je crois, de l'établissement des démosubventions ou de prestations universelles. Il a dit qu'il en appuyait sans réserve le principe et qu'à ce stade, il n'était pas disposé à changer tant soit peu d'avis. Certes son premier choix, comme il l'a indiqué à la Chambre, serait d'augmenter la pension de sécurité de la vieillesse à \$150 par mois selon la même formule présentement en vigueur. Son second choix serait de la voir portée à \$100 par mois, et assortie d'un supplément de \$50 par mois selon une formule de revenu garanti. A mon avis, monsieur l'Orateur, le parti qu'il représente éprouve une inquiétude excessive devant les problèmes de la distribution de la richesse. C'est fort louable. Le problème du gouvernement est d'équilibrer les politiques visant à distribuer la richesse et celles qui sont destinées à la créer. Dans d'autres parties du monde, on a exprimé la théorie de la nouvelle gauche. Des hommes comme Servan-Schreiber ont très bien écrit pour démontrer que dans notre société contemporaine, nous devons équilibrer soigneusement les politiques qui se rapportent à la distribution de la richesse et celles qui portent sur la création du stimulant qui réalisera la richesse à être distribuée.

Voici le problème essentiel contenu dans le Livre blanc que nous devons envisager, et que le député n'a pas envisagé. A la page 3, le Livre blanc déclare qu'il existe maintenant environ quatre millions de gens à revenu modeste au pays malgré une dépense annuelle de quelque 4 milliards et demi de dollars pour les programmes de sécurité du revenu. Le programme de démosubventions va coûter très cher. Le principe de la sélection va entrer en jeu.

D'aucuns se demandent si c'est là la meilleure façon d'utiliser nos ressources pour enrayer la pauvreté au pays. A cela je répons qu'il serait inadmissible de dire que la mesure est rétrograde, qu'elle est contraire au principe de la pension universelle et aux programmes où le Canada a fait œuvre de pionnier. Considérons un moment ce qu'il en coûterait pour verser \$150 par mois à tout le monde. C'est une question que l'on peut se poser. Au dire du ministre, pour chaque somme de \$10 ajoutée mensuellement à la pension de la sécurité de la vieillesse, l'augmentation des frais serait de 206 millions de dollars.